



EDITO

La période des assemblées générales bat désormais son plein. Cette occasion ne manquera pas de démarquer les acteurs financiers réellement engagés dans la lutte contre le dérèglement climatique, et les autres, ceux qui se contentent de se donner l'apparence de l'action climatique tout en empochant discrètement les grasses dividendes que leur confèrent leurs actions au sein des plus gros émetteurs de la planète.

Ils étaient moins de 17% la semaine dernière à voter en faveur de la résolution actionnariale demandant à BP de rehausser son objectif de réduction de ses émissions de scope 3, celles liées à la consommation du pétrole et du gaz qu'il produit et le plus gros poste d'émissions de l'entreprise. 17% seulement, alors que BP a récemment revu ses objectifs climatiques à la baisse. Et pourtant, on se voit espérer que les dés ne sont pas encore jetés.

Les investisseurs doivent encore décider de la manière dont ils voteront lors des assemblées générales des autres entreprises pétrolières et gazières, comme TotalEnergies ou Shell. Ils pourront décider, soit de suivre les arguments biaisés avancés par ces sociétés et voter contre ces résolutions, soit envoyer les bons signaux à leurs directions en votant pour ces résolutions et contre leurs plans climat incomplets et insuffisants afin de les pousser à faire plus.

Les plus ambitieux iront même plus loin : ils annonceront leur vote en amont et s'engageront aussi à ne plus opérer de nouveaux investissements, en particulier obligataires, dans ces entreprises tant que celles-ci continueront de développer des nouveaux champs pétroliers et gaziers.

Les mêmes débats seront présents aux assemblées générales des grandes banques et sociétés d'assurance dont les services financiers rendent encore possible le développement d'infrastructures fossiles et sont encore trop peu dirigés vers le déploiement des énergies soutenables et les mesures d'efficacité énergétique telles que la rénovation thermique des bâtiments.

C'est pour les convaincre de faire le bon choix que plusieurs représentant.es de communautés locales, mobilisés aux quatre coins du monde contre d'énormes projets d'infrastructures fossiles développés par leurs clients, comme TotalEnergies, ont fait le déplacement jusqu'à Paris. John, Edwin, Fernando, Edith, Peter et Moustapha, tous entendent rappeler aux dirigeants des grands groupes financiers que derrière leurs profits se cachent des vies humaines et des écosystèmes naturels fragiles, déjà brisés ou sur le point de l'être, en raison des ravages causés par ces projets, qu'ils soient immédiats ou à venir en raison du dérèglement climatique.

En les interpellant lors de leurs assemblées générales, ils les mettront face à leurs responsabilités et en appelleront aussi à leur bon sens et à leur humanité pour les pousser à enfin agir pour plus de justice sociale et climatique.

Lucie Pinson
Fondatrice et Directrice de Reclaim Finance

LES INFOS À NE PAS RATER



Les banques européennes parmi les principaux moteurs de l'expansion fossile

Le 14e rapport annuel Banking on Climate Chaos révèle la vérité sur les engagements des banques en faveur du climat en examinant leur financement de l'industrie des énergies fossiles.

[EN SAVOIR PLUS](#)



TotalEnergies est responsable de la consommation de ses produit

En réponse à une résolution déposée par 17 actionnaires en de son assemblée générale, Totalenergies nie toute responsabilité dans la pollution engendrée par la consommation de ses produits

EN SAVOIR PLUS



Les banques françaises financent-elles les énergies renouvelables ?

Les plus grandes banques françaises doivent être plus transparentes sur leurs financements à la transition énergétique et prendre des engagements alignés avec le scénario NZE.

EN SAVOIR PLUS

LA SÉLECTION DU MOIS

AG 2023 : Les investisseurs doivent intégrer le climat dans leurs votes

Reclaim Finance publie un briefing qui présente les principales résolutions liées au climat à soutenir et indique comment voter sur les résolutions Say on Climate.

Cibles de décarbonation : des progrès urgents à faire

Les cibles des six des plus grandes banques françaises ne permettent pas de mettre en place les mesures à court terme nécessaires pour maintenir l'objectif de 1,5°C.

Derrière l'industrie de l'acier, de nouveaux projets de charbon

La demande croissante d'acier pourrait entraîner une augmentation de l'utilisation du charbon métallurgique, élément clé de l'étape la plus émettrice de la production d'acier.

ENGIE : un plan climat lacunaire et non aligné

A travers le dépôt d'une résolution, 16 investisseurs attendent d'ENGIE une consultation régulière de ses actionnaires sur son plan climat et son application annuelle.

Lettre ouverte au nouveau directeur général de SCOR, Thierry Léger

15 organisations appellent à réhausser au plus vite les engagements climatiques de SCOR, permettant toujours le développement de nouveaux champs gaziers.

LES DERNIÈRES POLITIQUES

Lloyd's of London fonctionne toujours aux énergies fossiles

DWS publie sa politique charbon : le gestionnaire d'actifs est à mi-chemin

Politique climat : Crédit Mutuel tente de rectifier le tir

SOUTENEZ RECLAIM FINANCE

FAIRE UN DON

Un don de 100€ revient à 34€ après réduction fiscale.



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous recevez cette newsletter parce que vous vous êtes inscrit(e) à la liste de diffusion de Reclaim Finance.

[**Se désinscrire**](#)